Non aux déclarations communes du NPA avec le PG, le PCF et d'autres réformistesPour le respect de la démocratie à l'intérieur du parti !Non à toute alliance programmatique ou stratégique avec le PG et le PCF !Non à la fusion de nos candidats avec les listes du PS au second tour !Pour que le NPA soit un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, instrument des luttes, indépendant des réformistes, en un mot révolutionnaire !

Les déclaration communes que le Comité exécutif (CE) du NPA a signées avec le PG, le PCF et la Fédération pour une alternative sociale et écologique outrepassent à l'évidence le mandat que lui avait confié le Conseil Politique National (CPN), comme le soulignent à juste titre de nombreuses protestations de comités locaux et départementaux et d'un certain nombre de membres du CPN. Cette atteinte à la démocratie s'ajoute à bien d'autres, notamment celles qui avaient marqué l'élection même du CPN à la fin du congrès de fondation ou la désignation des têtes de liste aux européennes, décidée par le CE sans consultation des comités et avant même la tenue du premier CPN. Plusieurs démissions du CPN ont d'ailleurs été justifiées par un refus de cautionner un fonctionnement insuffisamment démocratique, voire en des termes moins choisis.

Suite aux nombreuses protestations, le Comité Exécutif a tenu à indiquer aux comités qu'aucun accord électoral n'avait été scellé, qu'il reviendrait au CPN de septembre de décider ou non de tels accords et qu'il serait proposé une procédure de ratification par l'ensemble des membres du parti. Il n'en reste pas moins que des « déclarations communes » suivies de conférences de presse sont des actes politiques forts et que celles faites avec le PG et la Fédération indiquent clairement les contours d'un accord pour le premier tour et se prononcent ouvertement pour des « fusions démocratiques » avec le PS au second tour, alors que le mandat confié par le CPN au CE se limitait à la décision de rencontres sans engagement. Mais au-delà de cette nouvelle atteinte à la démocratie, le problème principal posé par ces déclarations communes relève du fond : leur logique met en cause le projet même du NPA en tant que parti anticapitaliste au service des luttes, partisan d'une « transformation révolutionnaire de la société », indépendant des institutions et notamment du PS :

1. **La direction du parti aggrave la dérive électoraliste** déjà constatée durant la

campagne pour les européennes, en faisant de la préparation des régionales, dix mois avant l'échéance, une priorité du parti. Le temps n'étant pas extensible, cette activité se fera *nécessairement* au détriment de l'intervention dans les luttes et des discussions de fond en interne. Plus fondamentalement, la construction d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent n'a pas pour but de réaliser le meilleur score possible aux élections, mais de servir la lutte de classe en combinant l'efficacité immédiate par des initiatives concrètes et la popularisation de notre objectif ultime : la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. La tâche de construire un tel parti est certes difficile, elle se heurte à toutes les pressions de la société bourgeoise, mais elle exige patience et détermination : la recherche d'une voie de traverse électoraliste ne peut conduire qu'à une impasse programmatique et stratégique.

2. De fait, **la direction du parti place le NPA dans une position de dernière roue du carrosse réformiste** : même si elle refuse la participation à la gestion des régions avec le PS, la direction voudrait que notre parti aide au succès électoral du PG, voire du PCF, alors que ces partis ne sont pas anticapitalistes (contrairement à ce qu'elle prétend), mais se revendiquent seulement de l'« anti-libéralisme », tout en gérant « loyalement » les régions avec le PS depuis cinq ans (de même qu'ils ont participé à des gouvernements du PS entre 1981 et 2002, dans tous les cas au service du capitalisme). *Cela n'a rien à voir avec une ligne de front unique ouvrier*, qui consiste à combattre ensemble, ponctuellement, pour des revendications précises, sans se subordonner aux partenaires, donc sans conclure un « accord durable » d'ordre programmatique ou stratégique avec eux. Or il est évident que notre orientation programmatique et stratégique est incompatible avec celle du PG, de la Fédération et du PCF :
   - *Dans les élections, nous devons populariser notre programme anticapitaliste* : par définition, il ne peut pas faire l'objet d'un accord avec les réformistes qui gèrent le capitalisme ! Le seul accord électoral acceptable se limite aux forces anticapitalistes indépendantes des institutions comme par exemple LO (mais il faudrait alors que LO renonce à tout accord avec le PS, contrairement à ce qu'elle a fait aux municipales de 2008, et qu'elle rompe avec la passivité politique qui la conduit à s'enfoncer dans le sectarisme à l'égard du NPA).
   - *Dans les luttes, nous devons développer une stratégie offensive pour aider les travailleurs à résister à la crise et à la politique du gouvernement* : elle doit bien sûr inclure le combat pour le front unique sur la base de revendications claires, nettes et précises (tout le contraire des paroles vagues que l'on trouve au début des déclarations communes !), mais son axe ne peut être que celui d'un programme d'action anticapitaliste que seul la lutte de classe la plus intense, la convergence des luttes et la grève générale pourront imposer. Mais nous savons très bien que le principal obstacle à la montée et à l'unité à des luttes entre janvier et mai a été la politique des directions syndicales et des réformistes, avec leur stratégie de « dialogue social » avec le gouvernement, leurs journées d'action sans perspective, leur refus de la convergence des luttes et du combat pour la grève générale. Or, *qui sont les bureaucrates qui dirigent les confédérations, sinon les*

mêmes que ceux qui dirigent le PS, le PCF, le PG et la Fédération ? Dès lors, comment pourrions-nous dénoncer côté cour la politique des directions syndicales et s'allier côté jardin avec les directions du PCF, du PG et de la Fédération ? De fait, les déclarations communes ne disent pas un mot sur le bilan des luttes du premier semestre et sur les directions syndicales — de même que toutes les déclarations signées auparavant (à la veille de chaque « journée d'action ») par la direction du NPA avec les « partis de gauche » (y compris le PS !) ne contenaient pas la moindre critique des directions syndicales et de leur stratégie…

3. Enfin, **alors que le NPA s'est constitué comme parti indépendant du PS, la direction voudrait nous engager à nous unir avec lui au second tour, sous prétexte de « fusions techniques »** — y compris dans le cas où nos listes dépasseraient 10% et seraient donc en position de se maintenir et d'avoir des élus sans l'appui « technique » du PS : pour le CE, il s'agit de « faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite ». Pourtant, malgré son passé ouvrier déjà lointain, le PS est aujourd'hui un parti bourgeois que seules des nuances secondaires distinguent de l'UMP ou du MODEM : il sert les intérêts des capitalistes quand il est au pouvoir, notamment en privatisant et en brisant les acquis sociaux, il ne se réclame d'ailleurs même pas en paroles de la défense des intérêts spécifiques de la classe ouvrière, mais défend ouvertement le capitalisme comme « horizon indépassable » de l'humanité. C'est pourquoi nous ne devons pas accepter la moindre intégration de nos candidats anticapitalistes dans les listes pro-capitalistes du PS, nous ne pouvons vouloir des élus qui ne l'auraient pas été par les travailleurs sur base de notre programme anticapitaliste : il serait déshonorant, car contraire à nos principes, que nous devions nos élus au bon vouloir du PS ou à un quelconque marchandage avec lui.

Il est urgent que l'ensemble des militants du NPA, l'ensemble des comités prennent position et condamnent les déclarations communes avec le PG, le PCF et la Fédération : nous appelons à soutenir les nombreuses motions qui circulent déjà en ce sens. Il faut que cette protestation, qui concerne à la fois la méthode et le fond, devienne majoritaire dans le parti !

Mais au-delà, étant la récurrence des manquements à la démocratie et la gravité de la question, où il en va du projet même du NPA, on ne saurait se contenter des décisions du prochain CPN et d'une « ratification » de celles-ci par les militants, comme le propose désormais le CE : **nous demandons que le congrès national du NPA soit convoqué et préparé rapidement, qu'il ait lieu par exemple en janvier 2010, afin que le bilan d'un an d'activités puisse être établi collectivement et que notre position définitive à l'égard du PG, du PCF et du PS soit tranchée démocratiquement**. C'est la moindre des choses que l'ensemble du parti prenne le temps de débattre à fond de ces problèmes et seul un congrès est légitime pour prendre ce type de décisions. D'ailleurs, si une organisation de taille comparable comme LO est capable de tenir son congrès chaque année, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas faire pareil.

Enfin, constatant que la dérive électoraliste et droitière de la direction du NPA est rendue possible par les ambiguïtés programmatiques et stratégiques validées par le congrès de fondation, nous nous prononçons pour une orientation clairement ouvrière et révolutionnaire. Un certain nombre de courants, comités et militants partagent cette idée, mais ils sont aujourd'hui dispersés, sans cohésion et même sans discussions entre eux, alors même que la constitution du courant droitier « Convergences et alternative » contribue à pousser la direction dans le sens de l'électoralisme et de l'aggravation des ambiguïtés. **C'est pourquoi nous appelons dans l'immédiat à un regroupement, par delà les différences pouvant exister par ailleurs, de tous les militants, comités et courants de gauche au sein du NPA, de tous ceux qui se reconnaissent dans les points suivants** :

1. **Nécessité de construire le NPA en priorité dans la classe ouvrière**, pour en faire un parti de lutte de classe conséquent et cohérent ;
2. **Refus de tout accord programmatique ou stratégique avec le PG ou le PCF**, que ce soit dans les luttes ou pour les élections ; le front unique ouvrier est indispensable pour lutter contre le patronat et Sarkozy, mais sur la base de revendications précises, qui n'ont rien à voir avec un programme commun de la « gauche de la gauche » : nous voulons que le NPA reste un parti totalement indépendant du réformisme cogestionnaire, un parti qui milite pour la transformation révolutionnaire de la société par le pouvoir des travailleurs ;
3. **Intervention offensive du NPA dans les luttes par la mise en avant sans complexes de ses propositions** : pour l'impulsion de l'auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève…), pour le combat frontal et systématique contre les directions syndicales collaboratrices du patronat et du gouvernement, pour la convergence des luttes, la coordination des entreprises en lutte, avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de stopper le patronat et Sarkozy.

Nous appelons les courants, comités et militants du NPA qui se reconnaissent dans ces trois points, quelle que soit par ailleurs leur sensibilité plus précise, à nous contacter pour organiser dès que possible une première rencontre de ce qui pourrait devenir un large « *bloc des gauches* » au sein du NPA.

Tendance CLAIRE, le 12 juillet 2009